Pour les jeunes étrangers, un droit de séjour en mode mineur

COMMUNIQUÉ le texte du conseil départemental de l'Isère est parvenu, le 17 juillet, à un jeune étranger non accompagné (DENA), donc étranger, hébergé dans un foyer depuis juillet 2018, « vous deviez quitter le dispositif d'hébergement à cette date », soit le 31 août, lorsque l'ado sera majeur. À la rue... Bon anniversaire !

Le texte détaille les démarches à accomplir, « sans délai » et « en dehors des dispositifs de protection de l'enfance », donc seul. Trouver un logement, déposer son CV chez des employeurs, c'est si facile ? Et c'est le sort envisagé d'une partie des 35 000 MRA actuellement pris en charge par les départements français. Le chiffre est en pleine Bambée. Il s'élevait à 15 000 en 2017.

Le phénomène concerne particulièrement les régions parisienne, lyonnaise, marseillaise et les Hauts-de-France.

En deuxième année de CAP peinture, le gamin avait obtenu son diplôme en juin et avait demandé une « aide jeune majeur ». Refusée, « du fait de l'insuffisance de la formation qualifiante ». Au revoir, il est dit noter pour rester au foyer.

Régime yo-yo

La pratique n'est pas nouvelle, mais jusqu'à elle différait, selon les départements. Certains stoppaient toute aide dès la majorité atteinte, française ou pas. D'autres prolongaient la protection, avec un contrat jeune majeur, jusqu'à 21 ans. Ou pour une durée de six mois après la majorité. Ou de trois mois. Un tiers des départements a réduit le nombre de ces contrats, parmi d'autres mesures, il n'en existe plus du tout, il n'est plus de foyer dispersé, n'allant pas un rapport parlementaire de 2018.

En juillet 2018, une proposition de loi, signée de la députée es-socialiste recoiffée LREM Brigitte Bourguignon, devait rester bêtement à cette époque. L'élue y soulignait qu'un SDF sur quatre était jeune et avait été pris en charge par l'aide sociale à l'enfance (ASE) : « Un terrible blâme. » Elle a donc proposé d'intituler pour tous une obligation d'accompagnement des jeunes les plus vulnérables après leur majorité.

Revenant devant l'Assemblée en mai 2018, le texte est changé, désormais, seuls les jeunes majeurs pris en charge par l'ASE durant au moins huit mois entre 16 et 18 ans bénéficieront de l'accompagnement obligatoire. « C'était car ce revirement a été fait, quasi automatiquement, et avec le dire – les MINs, qui, en général, n'interviennent à l'ASE qu'après leurs 16 ans. 

En réponse à des protestations de la gauche, Bourguignon a annoncé : « Certains éducateurs sociaux nous disent que les passeurs profitent de l'ASE. » Pour les protéger, il reprend le dispositif. Devant les députés, Adrien Taquet, secrétaire d'État à la Protection de l'enfance, s'est engagé : « La question des « buteurs sociaux » de 18 ans de l'aide sociale à l'enfance est fondamentale. Ce terme horrible ne fait que refléter la brutalité de la réalité. » Alors pourquoi y placer les plus fragiles ? Le texte a été adopté.

Excus au rebut

« C'est une immense déception » l'enseigne Arjène Voulettier, le directeur de l'Unipas, qui réunit de nombreuses associations à vocation sociale. Ce texte devait bénéficier à nous, nous l'avons porté qu'avec des jeunes sortis de l'ASE, en accord avec Bourguignon et Taquet ! Et nous avons vu leur surprise, au dernier moment, de découvrir qu'ils étaient exclus ceux qui ont les parcours les plus compliqués ! « Après lui seront également exclus de dispositif : les jeunes victimes d'agression sexuelle, dont la grande majorité n'a reçu à l'ASE que passé 18 ans »... Lors des débats, Mathilde Panot, députée insoumise, a critiqué déclaration d'un jeune exilé de l'ASE devant la mission d'information : "Aujourd'hui, demander de tous vos moyens de surtut, je me trouve rejeté, abandonné, tel un animal de compagnie, vus, encombrant et inutile, au bord de la route à 18 ans (...) Mademoiselle, je vous prie de tout mon cœur d'agir... » C'est beau, mais la loi de finances 2019 estimait à plus de 3 milliards le coût de la prise en charge des MNA. Et le "pouvoir de dialogue" que représentent ces "simiesques" restent des valent de l'économie... Dominique Simonnot